

RÈGLEMENT PARTICULIER

Le Salon est régi par le règlement de la Fédération des Foires et Salons de France et le règlement particulier ci-après :

Art. 1 - Les organisateurs du Salon, appelés dans la suite du Règlement «le Comité» se réservent le droit, sans que les participants puissent réclamer aucune indemnité, de décider à tout moment la prolongation, l'ajournement ou la fermeture anticipée du Salon quel que soit le fait générateur de la fermeture ou de l'annulation.

Art. 2 - Les demandes d'emplacement doivent être adressées directement à S.E., Place de Bordeaux, 67082 Strasbourg Cedex. Elles seront honorées au fur et à mesure de leur entrée, compte tenu des disponibilités. Toutefois, pour des besoins d'organisation, le Comité se réserve le droit absolu de rejeter les demandes d'admission qui ne seraient pas conformes à ses intentions, de modifier toute attribution de stand ou même de retirer l'autorisation d'exposer accordée, sans avoir à en indiquer le motif et sans que l'exposant puisse réclamer des dommages-intérêts. Dans ce cas le Salon remboursera la somme versée par l'exposant. La vente à emporter est interdite, sauf dérogation consentie par le Comité.

L'exposant s'engage à respecter les dispositions figurant dans le guide de l'exposant, ainsi que les mesures de sécurité qui y sont définies. Ce guide lui sera expédié ou à défaut devra être réclamé avant le montage du stand.

Les frais de constitution de dossier ainsi que l'inscription obligatoire au catalogue seront perçus forfaitairement de chaque exposant, même après les délais d'impression.

Cette somme, qui reste définitivement acquise à S.E., même en cas de désistement ultérieur des exposants, ne peut être restituée que dans le seul cas où la demande de l'exposant est refusée par le Comité.

Si le groupe dans lequel l'exposant désire prendre place est au complet, le Comité se réserve le droit de rejeter sa demande, de réduire l'emplacement ou de lui en attribuer un autre dans l'un des groupes où peuvent se trouver des stands encore disponibles.

Art. 3 - Les installations et aménagements de stands devront être conformes au Règlement National de Sécurité et aux normes en vigueur. Après avis de la Commission de Sécurité, l'ouverture des stands non conformes pourra être interdite. Dans ce cas, la distribution de l'électricité et des autres fluides leur sera refusée. Le Comité se réserve le droit absolu de faire enlever toutes marchandises dangereuses, insalubres ou dégagant des odeurs désagréables, nuisibles ou gênantes, ainsi que toute installation susceptible de nuire à l'aspect général.

Art. 4 - Chaque stand n'aura qu'un seul titulaire. - Toute sous-location est formellement interdite sous peine d'exclusion sans indemnité.

Art. 5 - Les plans du Salon sont établis par les soins du Comité qui détermine l'emplacement de chaque nature de produits ou d'articles.

Art. 6 - Le prix des emplacements, fixé tous les ans par le Comité, est inscrit sur le formulaire de demande d'emplacement. Toutefois, il pourra être modifié au cas où des conditions nouvelles appliquées à l'ensemble du pays augmenteraient sensiblement les charges du Comité. Dans ce cas, les dispositions adoptées seraient portées individuellement à la connaissance des exposants intéressés qui garderaient le droit de retirer leur demande d'admission dans un délai d'une quinzaine à dater du jour où les décisions du Comité leur seraient notifiées.

Art. 7 - Le solde du montant de la location est dû après acceptation de la demande par le Comité.

En cas de retrait d'adhésion par l'exposant, même sur justificatif médical, ce dernier restera redevable du paiement de la facture d'emplacement tant que le Comité n'aura pas la possibilité de le relouer aux conditions habituelles. Après le paiement du prix de son emplacement, l'exposant recevra tous les documents nécessaires à ses expéditions et à la prise de possession du stand qui lui est réservé.

Si l'exposant n'a pas occupé son emplacement au plus tard la veille du jour de l'ouverture du Salon à 14 h, il est considéré comme démissionnaire et le Comité en dispose sans que le participant puisse réclamer ni remboursement, ni indemnité. Les exposants sont tenus à occuper leur emplacement jusqu'à la clôture du Salon.

Art. 8 - Elimination des déchets - Les nouvelles directives européennes en matière de tri et d'élimination des déchets, leur inévitable généralisation à tous les secteurs d'activité, imposent à S.E. de se conformer aux réglementations qui les régissent. Aussi, S.E. se réserve le droit de répercuter tout ou une partie des charges, taxes et contraintes qu'elles génèrent. S.E. s'engage également à sensibiliser les exposants à l'intérêt qu'ils ont à gérer leur production de déchets.

Art. 9 - Les exposants auront, en principe, la faculté soit d'aménager l'intérieur de leur stand selon leur goût et par leurs propres moyens, soit de s'adresser au service spécial d'installation mis à leur disposition. Il est néanmoins interdit de coller des papiers peints sur les cloisons et les murs et de rehausser les cloisons. L'exposant s'engage à rendre l'emplacement et le matériel mis à disposition dans l'état initial. Toute perte ou dégradation sera refacturée par S.E. Il est en outre interdit de faire des dégradations ou de détériorer les murs, planchers, plafonds ou le matériel appartenant à l'administration du Salon, de creuser des trous sur le terrain d'exposition sans s'être assuré au préalable auprès du Service Technique de la Ville qu'il n'y a pas de conduite ou de câble électrique souterrains. Les installations doivent être conformes aux prescriptions de sécurité. L'ignifugation des installations est obligatoire. L'exposant doit tenir à la disposition de la Commission de Sécurité les certificats d'ignifugation. A l'air libre et dans les halls, les exposants désireux d'édifier une construction provisoire, devront soumettre à l'acceptation préalable du Comité le croquis de cette construction, faute de quoi les travaux ne pourront pas être entrepris. En outre, ils ont tenu d'assurer la remise en état de l'emplacement qu'ils occupent après la clôture du Salon.

Art. 10 - Les stands seront mis à la disposition des exposants 2 jours avant l'ouverture et devront être débarrassés 2 jours après la fermeture de la manifestation. Toute construction provisoire (pavillon, stand, etc.) érigée par l'exposant dans l'enceinte du terrain du Salon, devra obligatoirement être enlevée dans un délai de 8 jours à partir de la clôture de l'Exposition. Passé ce délai, le Comité du Salon fera enlever ladite construction aux frais et risques de l'exposant et sans que celui-ci puisse prétendre, le cas échéant, à une indemnisation quelconque du fait de cet enlèvement.

Art. 11 - Il est formellement interdit de faire du feu dans les emplacements concédés sans autorisation du Comité.

Il est également interdit de fumer dans les halls et allées couvertes.

Art. 12 - L'électricité (force et lumière) et l'eau seront mis à la disposition des exposants aux conditions fixées par les compagnies concessionnaires.

Art. 13 - Il sera établi un Service de Surveillance de jour et de nuit, un poste de police et un poste de sapeurs-pompiers, un poste de Croix-Rouge.

Art. 14 - * **Obligation d'assurance dommages aux biens.**

Chaque exposant est tenu de s'assurer en Tous risques par l'intermédiaire du Comité Organisateur. Il convient de déclarer au Comité la valeur réelle et totale des objets à couvrir y compris les aménagements et décorations. Il sera fait application d'une règle proportionnelle en cas d'inexactitude des capitaux. Tout exposant qui ne fait aucune déclaration est assuré d'office en tous risques pour une somme de 10 000€ sur les objets exposés y compris les aménagements et les décorations.

Une extension "Assurance CASSE" est possible moyennant surprime. Les conditions et formalités d'assurances font partie intégrante du présent règlement général.

* **Obligation d'assurance Responsabilité Civile**

Chaque exposant doit être titulaire d'un contrat "R.C. Exploitation, R.C. Professionnelle et R.C. Produits Livrés". En outre, il est tenu de s'assurer en "RESPONSABILITE CIVILE" (par l'intermédiaire du Comité Organisateur) et ce en sa qualité d'exposant pendant la durée du Salon. Sont exclus les dommages du fait des tribunes sauf déclaration préalable et moyennant surprime.

Art. 15 - Aucun prospectus relatif à des articles non exposés ne pourra être distribué sans autorisation écrite.

Toute publicité de quelque nature qu'elle soit, doit être soumise au préalable à l'approbation du comité. La distribution de prospectus ou d'échantillons à l'extérieur des stands, ainsi que la publicité à haute voix, sont formellement interdites. L'emploi de micros de tout autre appareil susceptible de faire une publicité bruyante sont également interdits sauf autorisation écrite du Comité. Le droit d'affichage à l'intérieur du Salon est exclusivement réservé au Comité. Aucune affiche ne peut être posée dans l'enceinte du Salon sans autorisation du Comité.

Les exposants doivent afficher les prix des produits, conformément aux dispositions de l'arrêté du 1er septembre 1971.

Art. 16 - Il est délivré à chaque exposant, après paiement de l'intégralité de son stand, un nombre de cartes d'exposant proportionnel à l'importance de son stand. En aucun cas, elles ne pourront servir à d'autres personnes. Elles seront retirées en cas d'abus.

Art. 17 - En cas de force majeure (guerre, insurrection, grève générale, etc.) où le Salon ne pourrait avoir lieu, les demandes d'admission seront annulées purement et simplement. Les sommes restant disponibles après le paiement de toutes les dépenses engagées, seront réparties entre les exposants, au prorata des sommes par eux versées, sans qu'ils puissent de convention expresse, exercer un recours, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, contre les organisateurs.

Art. 18 - En cas de contestation entre les adhérents et le Comité du Salon, seuls les tribunaux de Strasbourg sont compétents.

Art. 19 - Le Comité se réserve le droit de modifier le présent règlement dans l'intérêt général du Salon toutes les fois qu'il le juge utile. La qualité de participant comporte soumission sans réserve aux conditions ci-dessus ainsi qu'aux mesures d'ordre et de police qui sont prescrites. Toute infraction au présent règlement entraînera l'expulsion immédiate de l'adhérent, sans que celui-ci puisse demander une indemnité ou le remboursement des sommes versées.

Art. 20 - Responsabilités

* Le comité ainsi que les propriétaires ou gardien du site loué ne peuvent en aucun cas être recherchés en réparation d'un dommage, quel qu'il soit.

* Les exposants et leurs assureurs renoncent expressément et généralement à recours, contre le Comité ainsi que les propriétaires et/ou gardiens du site du parc des expositions pour tout dommage (matériel, immatériel, corporel).

Cette renonciation vise, notamment, les atteintes aux biens en propriété ou en garde des exposants du fait d'incendie, d'explosion, tempête, dégâts des eaux, vol, disparitions, etc. Les exposants devront faire parvenir à leurs assureurs une copie du règlement général.

Art. 21 - Médiation de la consommation

La médiation est un processus librement accepté par les parties, gratuit et strictement confidentiel. Le règlement de la médiation de la consommation est disponible sur le site internet du Salon ou sur demande auprès de l'organisateur du Salon.

L'exposant informe la médiation de tout différend résultant d'une transaction conclue à l'occasion du Salon. Il a la possibilité de saisir le médiateur de cette affaire. En cas de saisine du médiateur du Salon à l'initiative du consommateur, l'exposant s'engage à soumettre l'affaire à la médiation.

ATTENTION : La garantie vol cesse à la date et heure de la fermeture au public

Le règlement général est disponible sur le site egast.fr



STRASBOURG evenements
palais des congrès • parc des expositions
convention centre • exhibition park

Place de Bordeaux - FR 67082 Strasbourg Cedex
Tel: +33 (0)3 88 37 67 67
info@strasbourg-events.com



[/egaststrasbourg](https://www.facebook.com/egaststrasbourg)
[@EGASTpro#egast](https://www.instagram.com/EGASTpro#egast)
www.egast.fr

SAEML - Capital 1 460 279 €
Siret 384 911 129 00011
TVA FR 03 384 911 129



unimev
UNION DES INDUSTRIES
MANUFACTURIÈRES



CONDITIONS ET FORMALITÉS D'ASSURANCES

"Contrat dommages aux biens" foires, salons et expositions

CONTRAT SOUSCRIT PAR "STRASBOURG EVENEMENTS" POUR LE COMPTE DES EXPOSANTS

1. ASSURANCE « dommages » obligatoire

Cette assurance est obligatoire par l'intermédiaire du Comité Organisateur de la foire, du salon, de l'exposition. L'assureur garantit, en valeur déclarée, les objets exposés (dont le descriptif, la valeur et les caractéristiques ont été communiqués à l'assureur) dans la limite du capital fixé aux conditions particulières en fonction de l'option retenue, contre la destruction, la disparition ou la détérioration survenue à l'occasion de l'exposition et résultant :

- d'un dommage accidentel
- d'un incendie, d'une explosion, de la chute de la foudre
- d'un dégât d'eau
- d'un vol
- d'une action directe du vent, de la grêle sur toitures, du poids de la neige
- d'un acte de vandalisme, de sabotage, une émeute, un mouvement populaire,
- un acte de terrorisme et un attentat (loi du 23 janvier 2006)

La garantie contre les risques de catastrophes naturelles est accordée conformément à la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et dans la limite de celle-ci.

Sont exclus :

- les chapiteaux et structures gonflables ou bâchées
- le vol des écrans plats
- les déchirures, tâches, tags et autres graffitis aux tapisseries, étoffes et tentures
- les paires et séries
- les dégâts causés par la pluie, la grêle ou toute autre manifestation atmosphérique, ainsi que les conséquences de l'humidité atmosphérique ou de l'action de la lumière lorsque l'assurance s'exerce sur des objets à l'extérieur, sous tentes et chapiteaux
- les dommages qui dans leur origine ou leur étendue, résultent directement ou indirectement d'une guerre étrangère ou d'une guerre civile
- les dommages de toute nature occasionnés par :
 - o des grèves ou lock-out
 - o des tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, raz-de-marée, ouragans, trombes, cyclones ou autres cataclysmes
- les dommages provenant du vice propre de l'usure ou de la détérioration lente des objets assurés, ceux causés par les rongeurs, mites ou autres parasites aux tapisseries, tentures et étoffes, les accidents de fumeur, les rayures et éraflures de meubles ou d'objets peints ou polis, le coulage de liquides, les dommages consécutifs à une absence ou une insuffisance d'emballage ou à un emballage non-conforme aux normes de la profession, ceux résultant du montage et du démontage des objets assurés, de leur fonctionnement ou de l'arrêt de fonctionnement ou causés au cours de démonstrations, d'essais, d'expériences ou de traitement quelconques lorsque les dommages sont la conséquence directe de telles opérations pratiquées sur les objets assurés
- les risques de casse en ce qui concerne les objets fragiles, tels que les appareils et instruments scientifiques, instruments de précision, statues, terres cuites, marbres, grès, albâtres, verreries, cristalleries, porcelaines, faïences, glaces, céramiques, vitrines, mannequins de cire, tableaux sous verre, objets ou parties d'objets en fonte et tous objets similaires
- lorsque l'assurance s'exerce sur des objets situés en plein air : les conséquences de l'humidité atmosphérique ou de l'action de la lumière, ainsi que les dommages causés par la pluie, la grêle ou toute manifestation atmosphérique
- les pertes résultant de manquants dans les stands où il est procédé à la vente, à la distribution, à la dégustation de marchandises ou boissons quelconques
- les animaux et végétaux
- les conséquences de contraventions de douane ou autres, confiscations, saisies ou mises sous séquestre ainsi que la destruction des objets par ordre de tout gouvernement ou autorité publique
- les vols et détournements commis pendant leur service par les représentants de l'Assuré ou par les personnes ayant la garde des biens assurés ou avec leur complicité
- les risques de circulation des véhicules à moteur et des remorques et semi-remorques
- les pertes indirectes de toute nature telles que : manque à gagner, perte de bénéfice, privation de jouissance, ...

Exclusions relatives aux dommages causés par les tempêtes, la grêle et la neige sur toitures

- les dommages résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien indispensable incombant à l'assuré (tant avant qu'après sinistre), sauf cas de force majeure

- les dommages occasionnés directement ou indirectement, même en cas d'orage, par les eaux de ruissellement, l'engorgement et le roulement des égouts, par les inondations, les raz-de-marée, le débordement des sources, de cours d'eau et, plus généralement, par la mer et les autres plans d'eau naturels ou artificiels ainsi que par les masses de neige ou de glace en mouvement
- les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts, et à leur contenu

- les dommages aux bâtiments suivants et à leur contenu :

Bâtiments dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des plaques de toute nature, non posées et non fixées selon les règles de l'art ;

Bâtiments clos au moyen de bâches (notamment les chapiteaux,...) ou dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des matériaux tels que carton ou feutre bitumé, toile ou papier goudronné, feuille ou film de matière plastique, non fixés sur panneaux ou voligeages jointifs selon les règles de l'art ;

Toutefois, restent couverts par la présente convention les dommages aux bâtiments et à leur contenu occasionnés par le poids de la neige accumulée sur les toitures ou par la grêle sur les toitures dans le cas des bâtiments dont seuls les murs comporteraient des matériaux visés ci-dessus.

- les dommages :

Aux clôtures de toute nature, aux volets et persiennes, aux gouttières et chéneaux, aux stores, aux enseignes et panneaux publicitaires, aux panneaux solaires, aux antennes de radio et de télévision, aux fils aériens et à leur support ;

occasionnés aux éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture (tels que vitres, vitrages, vitraux, glaces, châssis, vérandas, marquises, serres) ainsi que ceux résultant de leur destruction partielle ou totale.

Toutefois, le bris des volets, des persiennes, des gouttières, des chéneaux et des éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture est couvert lorsqu'il est la conséquence de la destruction partielle ou totale du reste du bâtiment.

- les dommages occasionnés par le vent aux constructions dont les éléments porteurs ne sont pas ancrés selon les règles de l'art dans des fondations, des soubassements ou dés de maçonnerie, ainsi que les dommages au contenu de telles constructions.

- le matériel, les marchandises, le mobilier personnel, les animaux ou les récoltes se trouvant en plein air, les arbres et plantations.

2- Assurance facultative « casse des objets réputés fragiles »

Cette garantie, subordonnée à la garantie de base, peut être accordée sur demande expresse de l'assuré. **Toutefois, la garantie ne pourra en aucun cas être étendue à la casse des appareils et instruments scientifiques en verre et des objets servant à des démonstrations ou expériences.**

3- Durée de la couverture

La garantie produit ses effets pendant la durée du séjour des objets assurés à l'emplacement qui leur est affecté dans l'enceinte de l'exposition entre les dates extrêmes mentionnées aux Conditions Particulières dans lesquelles est compris le temps nécessaire aux opérations d'installation des objets assurés avant l'ouverture, sans pouvoir dépasser les délais fixés par le règlement de l'organisateur.

L'organisateur doit impérativement fournir la liste exhaustive des exposants présents sur l'exposition assurée et indiquer l'option choisie par chacun d'eux, au moins 48 heures avant le début de l'exposition.

4- Sinistre

Tout sinistre doit être déclaré immédiatement par l'exposant à l'organisateur. Celui-ci doit déclarer le sinistre à la Compagnie par écrit ou verbalement contre récépissé, dans les cinq jours ouvrés de la date à laquelle l'assuré en a eu connaissance.

Le délai de déclaration du sinistre à la Compagnie, s'il s'agit d'un vol, est réduit à deux jours ouvrés.

Au cas où la déclaration de sinistre ne serait pas effectuée dans les délais prévus ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, la déchéance du droit à garantie pourra être applicable si la Compagnie établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

5- Conditions Générales et particulières

Le contrat est régi par la loi française et en particulier les dispositions impératives du Code des Assurances, ainsi que par les statuts de la Caisse Locale, les Conditions Générales GAL 2004 V1, les Conventions Spéciales "Assurance Dommages des Foires, Salons et Expositions" C.S. GAL 2004, les Conditions Particulières qui priment sur les Conditions Générales en ce qu'elles ont de contraire. Par dérogation aux Conventions Spéciales, le contrat est étendu aux dommages causés par les tempêtes, la grêle et la neige sur toitures. (selon annexe GAL 2004 V2)

6- Obligations spécifiques

- Les objets en métaux précieux (or argent platine) les articles de joaillerie ou d'orfèvrerie, les pierres précieuses, perles fines et autres objets de petit volume et de grande valeur doivent sous peine de non garantie être enfermés :

Dans un coffre-fort pendant les nuits et heures de fermeture ainsi qu'entre l'arrivée des objets à l'exposition et son ouverture et entre la clôture de l'exposition et le départ des objets assurés.

Dans des vitrines fermées par des serrures de sûreté pendant les heures d'ouverture de l'exposition

- Les fourrures, pelleteries et vraies dentelles

Dans un coffre-fort ou une armoire solidement construite, fermée par une serrure et placée dans les locaux parfaitement clos, pendant les nuits et heures de fermeture ainsi qu'entre l'arrivée des objets à l'exposition et son ouverture et entre la clôture de l'exposition et le départ des objets assurés.

L'assurance de ses objets ne s'exerce en cas de vol que s'il y a effraction ou enlèvement du coffre-fort, bris, effraction, crochetage ou enlèvement des vitrines ou armoires contenant les objets ou si des violences sont commises à l'encontre du personnel de surveillance et/ou de l'assuré et/ou de ses préposés

- Pendant les heures d'ouvertures de l'exposition au public, le ou les stands renfermant les objets énumérés doivent faire l'objet d'une surveillance constante par l'exposant ou ses préposés.

Les présentes conditions et formalités d'assurances « dommages aux biens » foires, salons & expositions ne peuvent engager Groupama Alsace en dehors des termes et limites précisés par les clauses et conditions du contrat (Assurance dommages des foires, salons & expositions référence : 10372016M-0001) auquel elles se réfèrent



2015

REGLEMENT GENERAL DES MANIFESTATIONS COMMERCIALES

Version française

A propos d'UNIMEV

UNIMEV (Union française des métiers de l'événement) est la fédération professionnelle représentative des organisateurs de foires, salons, congrès et événements, des gestionnaires de sites (parcs des expositions et centres de congrès) et des prestataires de services dédiés en France. Forte de plus de 400 adhérents, elle représente près de 90% de l'activité du secteur, dont les plus grands noms de l'organisation, de l'accueil et de la prestation de services des manifestations en France et à l'étranger.

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

01.01 Champ d'application Le présent règlement a une portée générale et s'applique à toutes les manifestations commerciales organisées par les adhérents d'UNIMEV.

01.02 Maîtrise de l'organisation de la manifestation - L'organisateur détermine le lieu, la durée, les heures d'ouverture et de fermeture de la manifestation, le prix des espaces d'exposition, celui des entrées ainsi que la date de clôture des inscriptions. Il établit la nomenclature des produits ou services présentés et détermine les catégories de personnes ou entreprises admises à exposer ou visiter la manifestation.

En cas de nécessité impérieuse, l'organisateur se réserve le droit de modifier, à condition que cela ne modifie pas substantiellement le contrat initialement signé entre l'organisateur et l'exposant :

- avant la manifestation, et sous réserve d'un délai de prévenance raisonnable, les dates et lieu envisagés ;
- avant et pendant la manifestation, et sans avoir à prévenir l'exposant, les agencements et aménagements général et particuliers, les horaires d'ouverture et la programmation des animations.

01.03 Devoir d'information générale - L'organisateur a un devoir d'information générale sur le fonctionnement général de la manifestation commerciale.

01.04 Pouvoir de décision en cas de menace pour la sécurité du public - L'exposant confie à l'organisateur le soin d'apprécier si la manifestation doit être interrompue ou évacuée en cas de menace pour la sécurité du public et s'engage à ne pas lui en faire grief a posteriori.

01.05 Annulation ou report de la manifestation pour insuffisance du nombre d'inscrits - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation s'il juge insuffisant le nombre d'exposants inscrits. L'exposant inscrit se voit alors restituer le montant des sommes versées. Jusqu'au jour de la clôture des inscriptions, l'exposant assume la totalité des risques liés à la non réalisation éventuelle de la manifestation et notamment la charge exclusive des frais qu'il aura cru devoir engager en prévision de sa participation à la manifestation.

01.06 Annulation ou report de la manifestation pour cas de force majeure - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation en cas de force majeure.

Constituent des cas de force majeure justifiant, à tout moment, l'annulation ou le report de la manifestation, toute situation nouvelle, sanitaire, climatique, économique, politique ou sociale, à l'échelon local, national ou international, non raisonnablement prévisible au moment de la communication sur la manifestation auprès des exposants, indépendante de la volonté de l'organisateur, qui rend impossible l'exécution de la manifestation ou qui emporte des risques de troubles ou désordres susceptibles d'affecter gravement l'organisation et le bon déroulement de la manifestation ou la sécurité des biens et des personnes.

Le sort des sommes versées, en cas de report de la manifestation, est déterminé dans le règlement particulier de chaque manifestation.

CHAPITRE 2 - DEMANDE DE PARTICIPATION ET DECISION D'ADMISSION

02.01 Formulaire de demande de participation - La demande de participation s'effectue au moyen du formulaire établi par l'organisateur qu'il diffuse sous format numérique ou imprimé. Ni la diffusion de ce formulaire, ni l'encaissement d'un règlement par l'organisateur, ne valent admission à exposer.

02.02 Engagements pris par le postulant dans sa demande de participation - L'envoi de la demande de participation :

- vaut acceptation de toutes ses prescriptions dont celles que des circonstances particulières ou nouvelles imposeraient ;
- constitue un engagement de respecter l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires en vigueur ;
- constitue un engagement ferme et irrévocable de payer l'intégralité du prix de la prestation et des frais annexes, à moins que l'organisateur ne refuse la participation demandée.

02.03 Admission des demandes - L'organisateur, ou le comité de sélection qu'il a mis en place, instruit les demandes de participation et statue sur les admissions.

L'organisateur est seul juge de la définition et de l'organisation de l'offre de sa manifestation commerciale. Il se réserve le droit de rejeter, à titre provisoire ou définitif, toute demande de participation qui ne satisferait pas aux conditions requises, soit au regard des stipulations du formulaire de demande de participation, soit de celles du Règlement général des manifestations commerciales, du règlement particulier ou de la nomenclature de la manifestation, soit encore en considération de l'ordre public et des lois et règlements en vigueur.

L'acceptation de la demande de participation est constatée par la réponse de l'organisateur à l'exposant.

02.04 Motivation de la décision d'admission - L'organisateur n'est pas tenu de motiver les décisions qu'il prend sur les demandes de participation.

02.05 Déclaration par l'exposant d'éléments nouveaux justifiant un réexamen de sa demande - L'exposant informe l'organisateur de tout élément ou événement survenu ou révélé depuis sa demande de participation, de nature à justifier un réexamen de sa demande de participation.

02.06 Révocation par l'organisateur de sa décision d'admission prononcée sur la foi d'indications erronées, inexactes ou devenues inexactes - L'organisateur se réserve le droit de demander, à tout moment, tout renseignement complémentaire en rapport avec ce qui précède et, le cas échéant, revenir sur sa décision d'admission prononcée sur des indications erronées, inexactes ou devenues inexactes. L'acompte versé reste, conformément à l'article 03.02, acquis à l'organisateur qui se réserve, en outre, le droit de poursuivre le paiement de la totalité du prix de la prestation.

02.07 Désistement de l'exposant - Le règlement particulier de la manifestation peut définir les conditions et modalités selon lesquelles l'exposant admis peut se désister.

L'organisateur reste créancier du solde du prix non encore versé en cas de non-participation, pour quelque cause que ce soit, de l'exposant admis à exposer.

CHAPITRE 3 - PRIX DE LA PRESTATION FOURNIE A L'EXPOSANT

03.01 Prix de la prestation – Le prix de la prestation fournie à l'exposant est déterminé par l'organisateur et peut être révisé en cas de modification des dispositions fiscales.

03.02 Versement d'un acompte - L'organisateur peut prévoir le versement d'un ou plusieurs acomptes qui lui demeurent irrévocablement acquis. Il peut conditionner l'examen de la demande au versement de tels acomptes.

Conformément aux dispositions de l'article 03.05, l'organisateur se réserve en toute hypothèse la possibilité de résilier le contrat conclu avec l'exposant lorsque celui-ci n'a pas versé le ou les acomptes initialement convenus dans le délai prévu.

03.03 Frais d'inscription - L'organisateur peut prévoir le paiement de frais d'inscription destinés à couvrir le coût de la gestion administrative de l'ouverture d'un dossier. Le montant de ces frais d'inscription peut rester acquis à l'organisateur quelle que soit la suite donnée à la demande de participation.

03.04 Conditions de paiement - Le paiement de la prestation se fait aux échéances et selon les modalités déterminées par l'organisateur.

03.05 Défaut de paiement - Le non-respect par l'exposant des échéances stipulées autorise l'organisateur à faire application des dispositions de l'article 06.02-*Défaillance de l'exposant*, et en particulier de ses 2^e et 3^e alinéas.

Tout retard de paiement entraîne l'application d'intérêts de retard calculés dans les conditions prévues par l'article L.441-6 (alinéa 12) du Code de commerce. L'exposant en situation de retard de paiement est en outre redevable, de plein droit, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

CHAPITRE 4 - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

04.01 Maîtrise de l'attribution des emplacements par l'organisateur - L'organisateur établit le plan de la manifestation et effectue la répartition des emplacements librement, en tenant compte si possible des désirs exprimés par l'exposant, de la nature des produits et services qu'il présente, de la disposition de l'espace d'exposition qu'il se propose d'installer ainsi que, si nécessaire, de la date d'enregistrement de la demande de participation.

Les plans communiqués et la désignation des lots comportent, si le lieu de la manifestation s'y prête, des cotes aussi précises que possible.

L'organisateur conserve, pour tenir compte des contingences d'organisation de la manifestation, la possibilité de modifier la répartition initialement prévue, ainsi que l'importance et la disposition des surfaces demandées par l'exposant, en considération d'éléments objectifs. Cette modification n'autorise pas l'exposant à résilier unilatéralement son engagement de participation.

04.02 Détermination de quotas de surface par secteur d'activité - L'organisateur peut, dans le cadre du règlement particulier de chaque manifestation, déterminer une surface d'exposition maximum par type d'activité ou de service commercialisé et/ou un nombre d'exposants maximum. L'acceptation de la demande de participation de chaque exposant sera alors fonction des espaces encore vacants dans le secteur d'activité considéré lors de la demande de participation.

04.03 Impossibilité de revendiquer un droit quelconque sur un emplacement - L'exposant ne peut en aucun cas revendiquer un droit de priorité ou d'automaticité sur un emplacement d'une session sur l'autre. La participation à des manifestations antérieures ne crée en faveur de l'exposant aucun droit lié à cette antériorité.

04.04 Contraintes liées à une animation programmée - Les plans communiqués précisent le lieu et la nature des animations organisées lors de la manifestation commerciale. L'exposant est informé par l'organisateur des avantages et des éventuels inconvénients liés à la proximité de son espace par rapport à l'animation. Faute de

contestation dans un délai raisonnable avant l'ouverture au public de la manifestation commerciale, l'exposant est présumé accepter ces éventuelles contraintes et renonce à toute action contre l'organisateur.

CHAPITRE 5 - MONTAGE, AMENAGEMENT ET CONFORMITE DES ESPACES D'EXPOSITION

05.01 Délai de montage - Le « guide » ou « manuel de l'exposant » propre à chaque manifestation indique le délai imparti à l'exposant avant l'ouverture au public de la manifestation pour aménager son espace et y entreposer ce dont il aura besoin durant la manifestation.

05.02 Charte UNIMEV - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de montage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de coactivité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

05.03 Entrées/sorties de marchandises sur le site - L'exposant est tenu de se conformer aux instructions de l'organisateur relatives à la réglementation des entrées et sorties de marchandises, en particulier en ce qui concerne la circulation des véhicules dans l'enceinte de la manifestation.

05.04 Respect du terme fixé pour les activités de montage - Les exposants, ou leurs préposés, doivent avoir terminé leur installation aux dates et heures limites fixées par l'organisateur. Passé ce délai, aucun emballage, matériel, véhicule de transport, entrepreneur extérieur, ne peut, sous quelque motif que ce soit et quelque fait dommageable que cela soit pour l'exposant, accéder ou rester sur le site de la manifestation.

05.05 Réception des colis et marchandises par les exposants ou leurs préposés – L'exposant, ou son préposé, assure le transport, la réception, l'expédition de ses colis et marchandises ainsi que la reconnaissance de leur contenu. Si l'exposant ou son préposé n'est pas présent pour recevoir ses colis ou marchandises, l'organisateur peut les refuser sans que l'exposant ne puisse prétendre à réparation d'un quelconque préjudice.

05.06 Respect de l'intégrité et de la sécurité du site - L'aménagement des espaces ne doit, en aucun cas, endommager ou modifier les installations permanentes du lieu d'exposition et ne doit pas porter atteinte à la commodité ou à la sécurité des autres exposants et des visiteurs. Tout dommage causé par l'exposant restera à sa charge. A ce titre, l'exposant doit souscrire une assurance dommage.

Il sera établi un service de surveillance de jour et de nuit ainsi qu'un poste de secours. Aucune autre société de surveillance que celle mandatée par l'organisateur ne sera acceptée de nuit sur le site de la manifestation.

05.07 Conformité de l'aménagement de l'espace d'exposition - La décoration particulière de l'espace d'exposition est effectuée par l'exposant et sous sa responsabilité. Elle ne doit pas gêner la visibilité des signalisations et équipements de sécurité, la visibilité des espaces voisins, et être conforme aux dispositions éventuelles du règlement particulier de l'organisateur ou du site d'accueil et du « guide » ou « manuel de l'exposant ».

05.08 Conformité des matériaux utilisés - Les matériaux utilisés pour aménager l'espace d'exposition, y compris les tentures et les moquettes, doivent être conformes à la réglementation en vigueur, l'organisateur se réservant le droit, à tout moment et aux frais de l'exposant, de faire enlever ou détruire tout matériel ou installation non conforme.

05.09 Intervention de l'organisateur en vue de la suppression/modification d'installations de l'exposant - De sa propre initiative ou à la demande d'un exposant qui s'estime lésé, l'organisateur se réserve, avant l'ouverture au

public et pendant le déroulement de la manifestation, le droit de faire supprimer ou modifier les installations qui gênent les exposants voisins ou le public, ou ne sont pas conformes aux dispositions du règlement particulier de la manifestation ou aux plans/projets particuliers préalablement soumis à son agrément, le cas échéant.

05.10 Respect de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité - L'exposant ou toute personne dûment mandatée pour le représenter devra être présent sur son espace lors de la visite des services chargés de la sécurité et se conformer, tout au long de la manifestation, aux mesures de sécurité imposées par les Pouvoirs Publics et aux mesures de sécurité prises par l'organisateur ou le gestionnaire de site.

CHAPITRE 6 - OCCUPATION ET UTILISATION DES ESPACES D'EXPOSITION

06.01 Interdiction de céder, sous-louer, échanger un emplacement - Il est interdit aux exposants participant à la manifestation commerciale de céder, sous-louer, échanger, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie de l'emplacement attribué par l'organisateur.

06.02 Défaillance de l'exposant - L'exposant qui, pour une cause quelconque, n'occupe pas son espace le jour de l'ouverture de la manifestation, ou à la date-limite d'installation fixée par l'organisateur, est considéré comme ayant renoncé à son droit à exposer.

L'organisateur peut librement disposer de l'espace d'exposition qui lui avait été attribué, sans que l'exposant défaillant ne puisse réclamer ni remboursement ni indemnité, et supprimer tout visuel relatif à ses produits ou services.

Les sommes versées ou restant dues au titre de la prestation sont acquises à l'organisateur qui en poursuit le paiement, même si un autre exposant vient à bénéficier de l'espace d'exposition.

06.03 Participation à un espace d'exposition collectif - Plusieurs exposants peuvent être autorisés à réaliser une présentation d'ensemble à condition que chacun d'eux ait obtenu au préalable l'agrément de l'organisateur, ait souscrit une demande de coparticipation, et se soit engagé à payer les droits d'inscription.

06.04 Produits ou services présentés - Sauf autorisation écrite et préalable de l'organisateur, l'exposant ne peut présenter des matériels, produits ou services autres que ceux énumérés dans la demande de participation et répondant à la nomenclature de produits ou services établie par l'organisateur.

Sauf stipulation expresse contraire, la présentation et l'offre de matériels ou produits d'occasion sont interdites.

L'exposant ne peut présenter que des produits dont il est producteur ou distributeur : dans cette hypothèse, il joint à sa demande de participation la liste des marques dont il se propose de promouvoir les produits ou les services.

06.05 Interdiction de publicité pour des services relevant de professions réglementées - Les exposants s'interdisent de promouvoir l'activité de praticiens ou d'établissements relevant de professions réglementées excluant toute publicité (ex. activité médicale...).

06.06 Maintien de la propreté de l'espace d'exposition - La tenue de l'espace d'exposition doit demeurer impeccable tout au long de la manifestation, le nettoyage, à la charge de l'exposant, devant être fait chaque jour et achevé pour l'ouverture de la manifestation au public.

06.07 Responsabilité de l'exposant en cas de vol sur son espace d'exposition - La mise à disposition d'un espace n'est pas un contrat de dépôt. En cas de vol sur un espace, l'exposant ne peut se retourner contre l'organisateur.

06.08 Maintien de l'offre présentée sur l'espace d'exposition jusqu'au terme de la manifestation - Les exposants ne dégarnissent pas leur espace et ne retirent aucun de leurs articles avant la fin de la manifestation, même en cas de prolongation de celle-ci.

06.09 Qualité de la présentation de l'offre au public - Les emballages en vrac, les housses utilisées pendant les heures de fermeture, les objets ne servant pas à la présentation de l'offre, le vestiaire du personnel doivent être soustraits au regard des visiteurs. A l'inverse, il est interdit de laisser les articles exposés recouverts pendant les heures d'ouverture de la manifestation. L'organisateur se réserve le droit de retirer ce qui recouvrirait les articles sans pouvoir être rendu, en aucune façon, responsable des dommages ou pertes qui pourraient en résulter.

06.10 Règlementation de la distribution et de la consommation d'alcool - La vente et la consommation d'alcool sont, sous réserve du respect de la loi applicable et du règlement particulier de la manifestation, autorisées sauf aux mineurs de moins de 18 ans.

06.11 Législation anti-tabac - Il est, en application de la loi, strictement interdit de fumer dans l'enceinte d'un établissement recevant du public en dehors des emplacements réservés à cet effet. Le fait de fumer hors des emplacements réservés est passible d'une amende forfaitaire (contravention de 3^e classe). Le fait de ne pas avoir mis en place les normes applicables aux emplacements réservés ou la signalisation y afférant, est sanctionné par une amende forfaitaire (contravention de 4^e classe).

06.12 Constat écrit des manquements signalés - Le non-respect de l'une des dispositions de ce chapitre fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

CHAPITRE 7 - ACCES A LA MANIFESTATION

07.01 Titre d'accès - Seuls les laissez-passer, les cartes d'invitation et les billets d'entrée délivrés par l'organisateur peuvent donner accès à la manifestation commerciale.

07.02 Droit de l'organisateur d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne - L'organisateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne, visiteur ou exposant, dont la présence ou le comportement seraient préjudiciables ou de nature à porter atteinte :

- aux intérêts protégés des consommateurs ou à l'éthique des affaires,
- à la sécurité, la tranquillité ou l'image de la manifestation,
- à l'intégrité du site.

07.03 « Laissez-passer exposant » - Des titres d'accès donnant droit d'accès à la manifestation sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants.

07.04 Cartes d'invitation - Des titres d'accès destinés aux contacts que les exposants désirent inviter sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants. Les titres d'accès non utilisés ne sont ni repris, ni remboursés, ni échangés.

07.05 Interdiction de la commercialisation de titres d'accès par un exposant - La distribution, la reproduction, ou la vente par un exposant, en vue d'en tirer un profit, de titres d'accès émis par l'organisateur, est interdite et passible de poursuite judiciaire.

La vente à la sauvette des titres d'accès est un délit pénal passible d'interpellation et d'arrestation par les forces de police. Les peines encourues vont de 3.750 euros à 15.000 euros d'amende et de 6 mois à 1 an de prison. Est constitutif de vente à la sauvette le fait, sans autorisation ou déclaration régulière, d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des biens ou d'exercer toute autre profession dans les lieux publics en violation des dispositions réglementaires sur la police de ces lieux (article 446-1 du Code pénal).

CHAPITRE 8 - CONTACT ET COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC

08.01 Obligation de dignité et de correction - Les exposants et leur personnel doivent adopter une tenue correcte et se comporter avec une parfaite correction envers toute personne : visiteurs (ni interpellation du client, ni débordement de l'espace d'exposition), autres exposants, organisateurs, gardiens, hôtessees ou tout autre prestataire.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

08.02 Présence de l'exposant - L'espace d'exposition doit être occupé par l'exposant ou son représentant en permanence pendant les heures d'ouverture aux exposants (y compris montage, livraisons et démontage) et en permanence pendant les heures officielles d'ouverture aux visiteurs.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

08.03 Elaboration et diffusion du « catalogue des exposants » - L'organisateur est seul titulaire des droits de publication du catalogue des exposants (imprimé ou électronique), ainsi que des droits se rapportant à la publicité contenue dans ce catalogue. Il peut concéder tout ou partie de ces droits.

Les éléments nécessaires à la rédaction et à la publication du catalogue, sous sa forme imprimée ou électronique, sont fournis par les exposants sous leur seule responsabilité.

08.04 Diffusion des renseignements fournis par les exposants - Les exposants autorisent l'organisateur à publier, sous forme numérique ou imprimée, les renseignements fournis sur le site internet de la manifestation, dans le catalogue des exposants et dans tout autre support concernant la manifestation (guides de visite, plans muraux...).

L'organisateur demande aux exposants leur autorisation, au moment de leur inscription ou postérieurement, pour utiliser, dans tout support de communication ou document de prospection, leur nom et leur image (enseigne, logo, produits ou services, espace d'exposition) aux fins de publicité et de promotion de la manifestation.

L'exposant qui accorde son autorisation est présumé avoir recueilli celle de ses salariés et sous-traitants pour l'utilisation de leur image par l'organisateur lors de la manifestation commerciale.

Lorsque l'exposant a accordé son autorisation, la responsabilité de l'organisateur, du producteur ou du distributeur ne peut être recherchée à raison de la diffusion, pour les besoins de la manifestation, en France et à l'étranger, sous format numérique ou imprimé, de son image ou de celles de son espace d'exposition, enseigne, marque, personnel, produits ou services.

08.05 Apposition d'affiches - L'organisateur se réserve le droit exclusif de l'affichage dans l'enceinte de la manifestation. L'exposant ne peut donc utiliser, sur son espace d'exposition, que des visuels -affiches ou enseignes- consacrés à la promotion de son entreprise et de ses produits ou services, dans le respect des prescriptions concernant la décoration générale. L'organisateur peut faire retirer les visuels qui ne respectent pas cette disposition.

08.06 Distribution de supports et produits promotionnels - Les brochures, catalogues, imprimés ou objets de toute nature ne peuvent être distribués par les exposants que sur leur espace d'exposition. Aucune distribution dans les allées ne sera tolérée. Aucun prospectus relatif à des produits, marques ou services non exposés ne peut être distribué sans l'autorisation écrite de l'organisateur.

08.07 Distribution de supports et produits divers autres que promotionnels - Réalisation d'enquêtes d'opinion - La distribution ou la vente de journaux, périodiques, prospectus, billets de tombola, insignes, bons de participation, même si elle a trait à une œuvre de bienfaisance, les enquêtes d'opinion sont interdites dans l'enceinte de la manifestation et ses abords immédiats, sauf dérogation accordée par l'organisateur.

08.08 Attractions diverses - Toute publicité lumineuse, sonore ou audiovisuelle, et toute animation, spectacle ou démonstration susceptible de provoquer des attroupements dans les allées ou de porter nuisances aux autres exposants doivent être soumis à l'agrément préalable de l'organisateur. Celui-ci pourra revenir sur l'autorisation éventuellement accordée, en cas de gêne apportée à la circulation du public, aux exposants voisins ou au bon déroulement de la manifestation.

08.09 Promotion à haute voix et racolage - La promotion à haute voix et le racolage, de quelque façon qu'ils soient pratiqués, sont interdits. Les exposants ne doivent en aucun cas obstruer les allées ou empiéter sur celles-ci, sauf autorisation exceptionnelle, écrite et préalable de l'organisateur.

08.10 Information loyale du public - Les exposants veillent à informer loyalement le public sur les qualités, les prix, les conditions de vente et de garantie de leurs produits ou services de manière complète, objective et conforme à la réglementation. Ils ne se livrent à aucune publicité ou action quelconque susceptible d'induire en erreur ou de constituer une concurrence déloyale.

08.11 Information des consommateurs sur leur absence de droit de rétractation - Conformément aux dispositions de l'article L.121-97 du Code de la consommation, les exposants informent leurs clients consommateurs que leurs achats n'ouvrent pas droit à rétractation :

-au moyen d'une pancarte sur leur espace : les exposants affichent, de manière visible pour leurs clients consommateurs, sur un panneau ne pouvant pas être inférieur au format A3 et dans une taille de caractère ne pouvant être inférieure à celle du corps 90, la phrase suivante : « *Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour tout achat effectué dans [cette foire] ou [ce salon] ou [sur ce stand]* » (arrêté ministériel du 12 décembre 2014) ;

-au moyen d'un encadré dans leurs offres de contrats : les offres de contrats conclues par les exposants avec des clients consommateurs mentionnent, dans un encadré apparent situé en en-tête du contrat, et dans une taille de caractère qui ne peut être inférieure à celle du corps 12, la phrase suivante : « *Le consommateur ne bénéficie pas*

d'un droit de rétractation pour un achat effectué dans une foire ou dans un salon » (arrêté ministériel du 12 décembre 2014).

Cette absence de droit à rétractation ne s'applique pas pour les contrats faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation et ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un espace d'exposition pour venir y chercher un cadeau.

08.12 Vente au public avec enlèvement de la marchandise - Conformément à la réglementation des manifestations commerciales, la vente avec enlèvement de la marchandise (également appelée *vente directe*, *vente à emporter* ou *vente sur place*), peut être pratiquée :

-sans limitation de montant dans les foires et salons dits « grand public » dont l'accès, payant ou gratuit, est ouvert à tout public (définition de l'article R.762-4 du code de commerce) ;

-dans la limite d'un montant de 80 euros et pour le seul usage personnel de l'acquéreur (article D 762-13 du code de commerce) dans les salons dits « professionnels » dont l'accès, payant ou gratuit, n'est pas ouvert à tout public (définition de l'article L. 762-2 du code de commerce).

08.13 Conformité des produits et services présentés à l'occasion de la manifestation aux réglementations applicables - Les exposants s'engagent à ne présenter que des produits et services conformes à la réglementation française ou européenne. Ils assument l'entière responsabilité de leurs produits vis à vis des tiers, la responsabilité de l'organisateur ne pouvant, en aucune façon, être engagée en cas de non-respect des lois par l'exposant.

08.14 Conformité de l'activité commerciale exercée à l'occasion de la manifestation à la réglementation en général - Il appartient à l'exposant d'accomplir les formalités que requiert sa participation à la manifestation au regard notamment de la réglementation du travail, de la réglementation douanière pour les marchandises en provenance de l'étranger, et de la réglementation de l'hygiène pour les produits alimentaires ou les espèces animales.

CHAPITRE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS D'EXPLOITATION OU DE COMMERCIALISATION

09.01 Droits de propriété intellectuelle, d'exploitation et de commercialisation relatifs aux produits et services présentés - L'exposant fait son affaire des droits de propriété intellectuelle, d'exploitation ou de commercialisation portant sur les produits et services qu'il expose (brevets, marques, modèles, exclusivités de distribution...). Ces mesures doivent être prises avant la présentation des produits ou services sur la manifestation, l'organisateur n'encourant aucune responsabilité dans ce domaine, notamment en cas de différend avec un autre exposant ou un visiteur.

L'organisateur se réserve la possibilité d'exclure les exposants déjà condamnés pour des faits de contrefaçon.

09.02 Action en contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent - Conformément à la Recommandation générale de lutte contre la contrefaçon adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 19 juin 2008 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>, tout exposant qui envisage d'intenter une action administrative ou judiciaire sur le fondement de la contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent s'engage à prévenir préalablement l'organisateur de la manifestation commerciale.

09.03 Déclaration et acquittement de droits à la SACEM - Chaque exposant s'acquitte de ses obligations envers la SACEM s'il diffuse de la musique sur son espace d'exposition pour quelque besoin que ce soit, l'organisateur déclinant toute responsabilité à ce titre.

09.04 Prises de vue dans l'enceinte de la manifestation - Sauf autorisation écrite de l'organisateur, les prises de vue (photographies ou films) autres que celles particulières à l'espace de l'exposant ne sont pas autorisées dans l'enceinte de la manifestation. L'accréditation vaut autorisation écrite de prendre des prises de vue sous réserve du respect du droit à l'image des tiers.

09.05 Prises de vue portant sur un espace d'exposition - La photographie de certains objets dans un espace d'exposition peut être interdite à la demande de l'exposant.

CHAPITRE 10 – ASSURANCE

10.01 Souscription par l'exposant d'un contrat d'assurance - Outre l'assurance couvrant les objets exposés et plus généralement tous les éléments mobiles ou autres lui appartenant, l'exposant est tenu de souscrire, à ses propres frais, soit auprès de son propre assureur, soit auprès de l'assureur agréé par l'organisateur, toute assurance couvrant les risques que lui-même et son personnel encourent, ou font encourir à des tiers. Il devra en justifier, dès confirmation de son inscription, par la production d'une attestation. L'organisateur n'encourt aucune responsabilité, notamment en cas de perte, vol ou dommage.

Lorsque la valeur des objets exposés le justifie, l'organisateur peut prévoir dans le règlement particulier que lesdits objets seront assurés pour leur valeur réelle ou à dire d'expert.

10.02 Proposition par l'organisateur d'un contrat groupe - L'organisateur peut faire bénéficier les exposants d'un contrat groupe.

CHAPITRE 11 - DEMONTAGE ET EVACUATION DES ESPACES D'EXPOSITION

Attention : la garantie vol cesse à date et heure de fermeture de la manifestation au public.

11.01 Présence sur l'espace d'exposition - L'exposant, ou son représentant, est tenu d'être présent sur son espace dès le début du démontage et jusqu'à évacuation complète.

11.02 Charte UNIMEV - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de démontage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de coactivité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

11.03 Evacuation de l'espace d'exposition - L'évacuation de l'espace d'exposition, des marchandises et décorations particulières, ainsi que des déchets des matériaux ayant servi à la décoration, doit être faite par l'exposant dans le délai fixé par l'organisateur.

En cas de non démontage des installations par l'exposant dans le délai indiqué, l'organisateur sera en droit de procéder à la destruction des installations et marchandises abandonnées, sans être tenu d'en rembourser la valeur à l'exposant.

Une facturation de remise en état pourra être adressée à l'exposant.

Le non-respect par un exposant de la date limite d'occupation des emplacements autorise l'organisateur à réclamer le paiement de pénalités de retard, de dommages-intérêts et de tous frais engagés pour évacuer l'emplacement.

11.04 Recyclage des déchets - L'évacuation se fait en conformité avec les règles en vigueur en matière sanitaire et selon des modalités compatibles avec l'exécution du service de collecte et d'élimination des déchets.

11.05 Responsabilité en cas de détérioration des emplacements et matériels mis à disposition - L'exposant laisse l'emplacement, les décors et matériels mis à sa disposition dans l'état où il les a trouvés. Toute détérioration causée par ses installations ou marchandises au matériel, au bâtiment ou au sol occupé sera mise à la charge des exposants responsables.

CHAPITRE 12 - APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT GENERAL ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

12.01 Sanction des infractions au règlement - Toute infraction aux dispositions du présent règlement, au règlement particulier le complétant, ou aux spécifications du « guide » ou « manuel de l'exposant » édicté par l'organisateur, peut entraîner, au besoin avec l'assistance de la force publique, l'exclusion de l'exposant contrevenant. Dans une telle situation, le solde non encore acquitté du prix de la prestation fournie par l'organisateur reste dû sans préjudice de toute somme restant due ou des frais engagés pour fermer l'espace d'exposition.

12.02 Différends entre participants à la manifestation - En cas de différend résultant de la commission d'un dommage par un participant au préjudice d'un autre participant à la manifestation, les deux parties s'efforcent de régler cette affaire dans les meilleures conditions. L'organisateur est informé mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

12.03 Différends entre exposants et clients/visiteurs - En cas de différend survenant entre un exposant et un client ou un visiteur, l'organisateur ne peut en aucun cas être considéré comme responsable. Il est informé du différend mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

L'organisateur peut toutefois prévoir dans le règlement particulier de la manifestation la mise en place d'une procédure de médiation en vue de résoudre les différends entre exposants et consommateurs.

12.04 Respect de la tranquillité et de l'image de la manifestation - Quel qu'en soit le bien-fondé, les doléances d'un exposant à l'égard d'un autre exposant ou de l'organisateur sont évoquées à l'écart des espaces de la manifestation ouverts au public et ne doivent, en aucune façon, en troubler la tranquillité ou l'image.

12.05 Contestations - Mise en demeure - Prescription - En cas de contestation ou de différend avec l'organisateur, quel qu'en soit l'objet, l'exposant s'engage à soumettre sa réclamation à l'organisateur avant toute procédure, par lettre recommandée avec accusé de réception. Toute action introduite avant l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la réception de ladite lettre sera irrecevable.

Conformément à l'article 2254 du Code civil, les parties conviennent de fixer à 1 an le délai de prescription des droits et actions relatifs à la responsabilité que l'organisateur est susceptible d'encourir soit de son propre fait, fusse d'un préposé, soit du fait d'un tiers, quelle qu'en soit la cause. Ce délai court à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'alinéa précédent.

12.06 Tribunaux compétents - En cas de contestation, les tribunaux du lieu de la manifestation commerciale sont seuls compétents. Exceptionnellement, si la manifestation commerciale organisée par une entreprise ayant son siège en France se déroule à l'étranger, le tribunal compétent sera celui du siège social de l'organisateur.

CHAPITRE 13 – TERMINOLOGIE

13.01 Terminologie - En cas de doute sur une définition, il convient de se reporter au document ISO 25639-1 Norme Internationale – Terminologie du secteur des foires, salons, congrès ou manifestations commerciales.

Manifestation commerciale - Constituent des « manifestations commerciales » les événements énumérés à l'article R762-4 du Code du commerce. Chaque manifestation commerciale est sans rapport avec les sessions précédente ou suivante : c'est un événement unique défini par un nom, un lieu, une date et une sélection de l'offre présentée au public, communément appelée « nomenclature ».

Règlement particulier - On entend par « règlement particulier » l'ensemble des dispositions spécifiques à la manifestation que l'organisateur et l'exposant s'engagent à respecter. En l'absence de disposition statuant sur un point précis, les dispositions du présent Règlement général s'appliquent.

Guide ou manuel de l'exposant - On entend par « guide » ou « manuel de l'exposant » le document remis, envoyé ou diffusé sur Internet par l'organisateur au moment de la demande de participation de l'exposant, contenant les informations pratiques relatives à la manifestation, les règles et réglementations, les formulaires pour commander des services et toutes autres informations utiles à l'exposant.

Catalogue - On entend par « catalogue de la manifestation commerciale » le document sous format numérique ou imprimé contenant la liste des exposants, le détail de leurs contacts, les numéros des espaces d'exposition et toutes autres informations relatives à la manifestation commerciale.

13.02 Version anglaise du présent règlement - Les éventuelles difficultés d'interprétation du présent Règlement général dans sa version anglaise sont résolues par référence au sens du Règlement général dans sa version française.